Les nouvelles cartes de l'assurance-vie

Christian Jaumain constate que les mesures gouvernementales ont exclu de l'épargne-pension les revenus modestes, les jeunes et les ménages à un seul revenu

Était-il opportun, lors du dernier conclave budgétaire, de toucher à la fiscalité de l'assurance-vie ? Et les changements effectués sont-ils les meilleurs qui soient ? Le moins que l'on puisse dire est que les avis ne divergent pas tellement... Un des points de vue les plus compétents est celui de Christian Jaumain, actuaire, professeur à l'UCL et tout récemment nommé membre de la Commission des assurances par le ministre Wathelet.

Selon lui, les mesures budgétaires présentent un bon côté : la suppression de toute taxe, c'est-à-dire les 4,40 pc sur les primes et les 9,25 pc des participations bénéficiaires annuelles, pour les contrats souscrits sans avantages fiscaux. Même si ces contrats constituent une infime partie de l'activité de l'assurance-vie, ils sont désormais libérés d'un handicap fiscal qui les étouffaient. « Comme ils sont par ailleurs stimulés par la concurrence européenne, explique M. Jaumain, les assureurs vont avoir l'occasion de démontrer clairement leur créativité et la qualité de leur gestion financière ». Sur base de cela, de nouveaux produits devraient pouvoir voir le jour.

Mauvais point par contre, très mauvais point même,

Cela mérite de plus amples explications...

« Il faut tout d'abord détailler le sens exact d'avantage fiscal, explique M. Jaumain. Chacun sait que la retraite est un des défis majeurs du début du 21^e siècle : les pensions légales ayant de plus en plus de mal à être financées, pour diverses raisons, les pouvoirs publics doivent encourager la constitution volontaire d'une pension complémentaire de retraite ». L'avantage fiscal doit donc intervenir en plus du rendement proposé par l'assureur et non compenser un rendement trop faible. La nuance est de taille.

A partir du 1^{er} janvier 1993, les avantages fiscaux, jusqu'ici calculés au taux marginal d'environ 50 pc, seront calculés au « taux moyen amélioré » (entre un minimum de 25 pc et un maximum de 40 pc). Le premier reproche que M. Jaumain adresse est le manque de transparence de ce nouveau calcul. Par ailleurs, quand on calcule la réduction d'impôt octroyée par les avantages fiscaux à différentes échelles de revenus (voir tableaux 1 et 2), on constate que le nouveau système défavorise les revenus les plus faibles et les ménages à un seul revenu. A titre d'exemple, un ménage à deux revenus gagnant

paradoxal ! », conclut M. Jaumain.

Ce l'est encore plus quand on s'intéresse au rendement des produits d'assurance-vie et d'épargne-pension. « Indépendamment des avantages fiscaux, explique M. Jaumain, les assureurs et les banquiers attribuent un rendement sur les fonds qui leur sont confiés, par exemple 7 ou 8 pc ». Comme nous le disions, l'avantage fiscal doit intervenir en complément, l'État étant désireux d'inciter à l'épargne à long terme. « Ce supplément de rendement, précise M. Jaumain, dépend des revenus. Mais aussi de la durée de l'épargne, et donc de l'âge, puisque le contrat doit normalement se terminer au plus tôt à 60 ans pour les femmes et à 65 ans pour les hommes ».

Les calculs actuariels montrent à nouveau les ambiguïtés du nouveau régime fiscal. Ainsi, selon M. Jaumain, le rendement supplémentaire imputable à l'avantage fiscal sera davantage diminué pour les revenus modestes que pour les revenus élevés. Par exemple, un homme de 25 ans disposant de revenus de 800.000 F aura, grâce à l'avantage fiscal, un rendement supplémentaire de 0,6 pc dans le nouveau système contre 1 pc dans l'ancien; un homme de

Faire payer les assureurs ?

L'objectif budgétaire du gouvernement est ce qu'il est. Mais n'y avait-il pas moyen de trouver d'autres formules, moins maladroites et moins drastiques ? Ainsi, en matière de défiscalisation de l'assurance-vie, on n'a fait que la moitié du chemin : il reste la taxe de 10 pc sur les capitaux, qui a remplacé celle de 16,5 pc; il reste la taxe de 9,25 pc sur les participations bénéficiaires annuelles; il reste les droits de succession, contre lesquels les assureurs n'ont absolument pas plaidé...

« Il vaudrait mieux une réduction d'impôt de 30 pc en moyenne sans aucune taxe ultérieure, estime Christian Jaumain, qu'une réduction d'impôt équivalente de 35 pc encore assortie de diverses taxes. L'État y gagnerait en liquidités immédiates et l'épargnant y gagnerait en clarté ».

D'autre part, les mesures proposées par le gouvernement et inspirées par les assureurs manquent singulièrement d'imagination. Le gouvernement aurait pu moins diminuer les avantages fiscaux en puisant dans les réserves constituées par les assureurs pour permettre aux assurés de payer la taxe de 16,5 pc sur les capitaux qu'ils percevront au terme de leurs contrats. « Si l'on prélevait immédiatement ces provisions, explique M. Jaumain, cela ne modifierait en rien le capital net perçu par les assurés et cela fournirait à l'État le ballon d'oxygène dont il a besoin aujourd'hui ». On peut évaluer ces provisions à une cinquantaine de milliards. Évidemment, cette anticipation de recettes fiscales ferait perdre aux assureurs le profit espéré de la gestion de ces réserves. C'est sans doute pour cela que peu d'entre eux ont eu l'idée de plaider pour cette solution...

Th. B.

de ces réserves. C'est sans doute pour cela que peu d'entre eux ont eu l'idée de plaider pour cette solution...

Mauvais point par contre, très mauvais point même, pour les avantages fiscaux de l'assurance-vie et de l'épargne-pension. Selon Christian Jaumain, le nouveau régime qui émane des discussions budgétaires entre les assureurs et le gouvernement, réduit sensiblement le rendement de l'assurance-vie et pénalise tout particulièrement les jeunes, les revenus modestes et les ménages à un seul revenu.

revenus les plus faibles et les ménages à un seul revenu. A titre d'exemple, un ménage à deux revenus gagnant 800.000 F par an payera 13,99 pc d'impôts supplémentaires dans le nouveau régime tandis qu'un même ménage gagnant le double ne payera qu'un supplément de 10,33 pc; de même, un ménage à deux revenus gagnant 1 million par an payera un supplément d'impôt de 11,19 pc qui deviennent 14,79 s'il s'agit d'un ménage à revenu

cal, un rendement supplémentaire de 0,6 pc dans le nouveau système contre 1 pc dans l'ancien; un homme de 55 ans disposant des mêmes revenus aura un rendement supplémentaire de 2,6 pc dans le nouveau système contre 4 pc dans l'ancien. En d'autres termes, à un niveau de revenu de 800.000 F, les avantages du nouveau régime fiscal ne constituent que 65 pc de l'ancien régime. Si l'on effectue les mêmes calculs pour des revenus de 1.800.000 F ou 2.000.000 F, le nouveau système se situe à environ 75 pc du système actuel.

Rendement négligeable

Par ailleurs, M.Jaumain constate que le supplément de rendement devient très faible, voire négligeable, pour les revenus modestes et les âges les plus jeunes, c'est à dire pour les durées les plus longues. « On peut se demander, explique-t-il, si un supplément de rendement de 0,5 à 1 pc est bien suffisant pour compenser le blocage de l'épargne pendant autant d'années ». Les tableaux 3 et 4 montrent l'âge à partir duquel on peut obtenir un rendement minimum de 1 ou de 2 pc.

Un exemple: un célibataire dont le revenu est de 800.000 F devrait attendre l'âge de 40 ans pour avoir un rendement supplémentaire de 1 pc et de 52 ans pour avoir un rendement supplémentaire de 2 pc. « Pour les ménages à un seul revenu, explique M.Jaumain, la situation est pire encore, puisqu'en-dessous du revenu de 1.000.000 F, il faut attendre l'âge de 50 ans pour

de ces réserves. C'est sans doute pour cela que peu d'entre eux ont eu l'idée de plaider pour cette solution...
Th. B.

obtenir un rendement supplémentaire de 1 pc. Et dans tous les cas, un rendement supplémentaire de 2 pc ne peut être obtenu avant l'âge de 45 ans (pour les hommes) ou de 40 ans (pour les femmes). Et encore, il doit s'agir de revenus élevés. « Il faut bien constater, conclut M.Jaumain, qu'involontairement sans doute, les

mesures gouvernementales excluent de l'épargne-pension les revenus modestes, les jeunes et, souvent, les ménages à un seul revenu. Il faut donc craindre que les mesures gouvernementales ne privent l'épargne-pension de son caractère largement populaire ».

Thierry BOUCKAERT.

TABLEAU 1 Isolé ou ménage à 2 revenus

Revenu	Réduction d'impôt actuelle/nouvelle		Suppl. d'impôt
600.000 F	45 %	26,34 %	18,66 %
800.000 F	45 %	31,01 %	13,99 %
1.000.000 F	45 %	33,81 %	11,19 %
1.200.000 F	50 %	36,23 %	13,77 %
1.400.000 F	50 %	38,19 %	11,81 %
1.600.000 F	50 %	39,67 %	10,33 %
1.800.000 F	52,5 %	40 %	12,5 %
2.000.000 F	52,5 %	40 %	12,5 %
2.500.000 F	55 %	40 %	15 %
3.000.000 F	55 %	40 %	15 %

TABLEAU 2 Ménage à 1 revenu

Revenu	Réduction d'impôt actuelle/nouvelle		Suppl. d'impôt
600.000 F	35,50 %	25 %	10,5 %
800.000 F	39 %	25 %	14 %
1.000.000 F	40,50 %	25,71 %	14,79 %
1.200.000 F	45 %	28,93 %	16,07 %
1.400.000 F	45 %	31,38 %	13,62 %
1.600.000 F	50 %	33,71 %	16,29 %
1.800.000 F	50 %	35,52 %	14,48 %
2.000.000 F	51,22 %	37,11 %	14,11 %
2.500.000 F	52,5 %	40 %	12,5 %
3.000.000 F	55 %	40 %	15 %

TABLEAU 3 Isolé ou ménage à 2 revenus

Revenu	Rendement supplémentaire	
	de 1 %	de 2 %
600.000 F	47 ans	-
800.000 F	40 ans	52 ans
1.000.000 F	35 ans	50 ans
1.200.000 F	28 ans	48 ans
1.400.000 F	25 ans	46 ans
1.600.000 F	25 ans	45 ans
1.800.000 F	25 ans	45 ans
2.000.000 F	25 ans	45 ans
2.500.000 F	25 ans	45 ans
3.000.000 F	25 ans	45 ans

TABLEAU 4 Ménage à 1 revenu

Revenu	Rendement supplémentaire	
	de 1 %	de 2 %
600.000 F	50 ans	-
800.000 F	50 ans	-
1.000.000 F	48 ans	-
1.200.000 F	42 ans	54 ans
1.400.000 F	40 ans	52 ans
1.600.000 F	35 ans	50 ans
1.800.000 F	32 ans	48 ans
2.000.000 F	28 ans	46 ans
2.500.000 F	25 ans	45 ans
3.000.000 F	25 ans	45 ans